

Question d'actualité séance plénière du 13 décembre 2018

Mme Vanessa Matz au ministre de la Sécurité et de l'Intérieur sur "les grèves de policiers" (n° P3301)

08.01 Vanessa Matz (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, pour commencer, je trouve que la situation que vivent les gilets jaunes et nos policiers demande autre chose que des slogans et des phrases jetées en l'air. Si le but des interventions est de diviser encore davantage et de faire des clans entre les policiers et les gilets jaunes, cela n'a vraiment aucun sens.

La situation que nous vivons en termes de sécurité est totalement inédite, monsieur le ministre. En effet, une grève de 48 heures a été déclenchée par les services de police. Cela n'est plus arrivé depuis plusieurs années.

Incident : (Le groupe N-VA présente des affiches) (De N-VA-fractie toont affiches)

Le président: Excusez-moi, madame Matz, je vous interromps. La parole est à M. Laaouej.

08.02 Ahmed Laaouej (PS): Monsieur le président, je vous demande de prendre attitude par rapport à ce que nous voyons. J'attends évidemment de vous la réaction la plus appropriée conformément à notre Règlement.

Le président : Je propose que Mme Matz reprenne sa question depuis le début.

08.05 Vanessa Matz (cdH): Quand j'ai commencé mon intervention, monsieur le président, j'ai dit que je pensais que la situation que nous vivions était inédite à plusieurs égards, et qu'elle appelait plus de dignité et de respect pour les problèmes que nos concitoyens, tout comme les forces de sécurité, vivent. La démonstration qui vient d'être faite est, à mon avis, très parlante sur l'absence de considération qu'ont certains élus pour la population.

Quarante-huit heures de grève, c'est une situation inédite depuis plusieurs années. Nos services de police se sont mis en grève pour 48 heures, à Liège, Charleroi et Bruxelles. Ils sont à peu près partout en grève et celle-ci est suivie.

Ils tentent désespérément depuis des mois de se faire entendre sur leurs conditions de travail, les manques d'effectifs, la violence et les attaques ciblées dont ils font l'objet. Ils en ont ras-le-bol. Ras-le-bol que depuis des mois, ils sont contraints de porter les conséquences d'une politique d'un

gouvernement qui leur impose une restriction budgétaire. Le manque d'effectifs des policiers est criant: il est de 4 000 unités. Si elles manquent aujourd'hui, c'est parce que le gouvernement a réduit de manière drastique les moyens budgétaires en 2015, notamment, qu'ils ne parviennent pas à rattraper.

Monsieur le ministre, je sais que vous les avez rencontrés, hier, lors d'une concertation. J'aimerais que vous soyez très clair par rapport aux objectifs que vous entendez conférer à la politique relative à la sécurité et à l'écoute que vous comptez leur octroyer.

Depuis des mois, on nous dit que cette situation sera réglée. Rien ne l'est! On sent vraiment maintenant un ras-le-bol de plus en plus perceptible puisque 48 heures de grève, ce n'est pas rien! En attendant, les missions de base des zones de police ne peuvent être assurées. Certaines missions essentielles sont venues se rajouter. Avec les fêtes de fin d'année qui approchent et l'attentat qui s'est produit sur le marché de Noël à Strasbourg, des dispositions complémentaires seront-elles prises? Si oui, comment les prendrez-vous compte tenu des conditions de travail dans lesquelles les policiers évoluent?

08.08 Pieter De Crem, ministre: Mijnheer de voorzitter, chers collègues, monsieur Pivin, mevrouw De Crom, madame Matz, le préavis de grève déposé par les trois organisations syndicales représentatives porte donc plusieurs revendications, comme vous le savez tous et toutes. Certaines ne font pas l'objet d'une négociation au niveau de la police, comme par exemple la réforme des pensions, et toutes celles directement liées au préavis de grève actuel.

La première rencontre, mentionnée par tous les collègues, n'était pas une négociation syndicale formelle, mais bien une rencontre informelle. J'ai écouté les revendications. J'ai essayé de déjà donner quelques réponses. Et j'ai aussi parlé de plusieurs défis communs, entre la police elle-même et le personnel.

Finalement, nous nous sommes concentrés sur trois points très difficiles. Le premier concerne le personnel.

Ten eerste, het statuut van het personeel, de aanwerving van het personeel — die lang duurt — , het brengen van personeelsleden naar de zones waar er een tekort is en de eindeloopbaanproblematiek.

Deuxièmement, la problématique des frais supplémentaires, qui à ce jour ne sont pas remboursés par l'INAMI. Cette discussion a aussi été menée de manière claire et honnête. Je chercherai à trouver un moyen pour prendre en charge tous les frais qui ne sont pas couverts par l'assurance maladie.

Troisièmement, nous y avons fait allusion, les agressions des agents de police, qu'elles soient verbales ou physiques.

De agressie die vele politieagenten ondervinden, stemt overeen met wat ook andere mensen in gezagsfuncties ervaren. Ook op dat vlak heb ik voorgesteld om te komen tot een gemeenschappelijk overleg en een aantal voorstellen.

Mijn voorganger heeft al een aantal zaken in gang gezet. Wat nog niet is afgerond, wil ik via een constructieve dialoog en binnen de bestaande middelen tot een goed einde brengen. Nogmaals, zo zal ik het nodige doen om het KB te realiseren tot terugbetaling van de medische kosten ingevolge zware gewelddaden tegen de politie. In dat verband zijn de laatste budgettaire stappen al gezet, ook op het vlak van de administratieve controle. De uitvoering van het sectoraal akkoord krijgt binnenkort concreet gestalte en de nodige middelen zullen worden vrijgemaakt.

En conclusion, j'ai bien compris que, pour les autres réformes statutaires annoncées, une réflexion fondamentale s'avère nécessaire afin de tenir compte des spécificités, comme M. Pivin l'a dit, du métier de policier.

Dans ce contexte et vu ma prise de fonction très récente comme ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, j'ai demandé aux syndicats de me laisser encore un peu de temps pour que je puisse élaborer ces dossiers. Je viendrai ensuite le plus vite possible avec des propositions concrètes qui, je l'espère, répondront aux questions et suggestions que j'ai reçues.

Ik ben ervan overtuigd dat wij naar aanleiding van het onderhoud van gisteren en samen met degenen die bij de politie verantwoordelijke functies uitoefenen, zullen kunnen tegemoetkomen aan een groot deel van de verzuchtingen.

08.09 Vanessa Matz (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie pour ces réponses, principalement pour celle relative au remboursement des frais. Cette question est importante.

Je me rends compte que vous venez de prendre vos fonctions mais ces revendications existent depuis des mois; elles ont été soumises à votre gouvernement. On a l'impression qu'on patine, qu'on n'écoute pas, qu'on n'entend pas, notamment en matière de recrutement. Quatre mille unités de police manquent dans notre pays. La police fédérale est tellement déficitaire qu'elle doit s'appuyer sur les polices locales. En tant que bourgmestre, je suis certaine que vous n'êtes pas insensible à ce problème. Les missions de base au niveau local ne peuvent plus être assurées de manière optimale.

Je vous demande plus qu'un sursaut sur le recrutement et les conditions de travail. Les policiers sont épuisés. Ils ne parviennent plus à prendre leurs jours de maladie ou leurs jours de congé. Il faut un geste très fort. Il faut que cela aille plus vite.

J'entends que vous prenez vos fonctions, je le répète, mais c'est la politique que votre gouvernement a menée depuis des mois qui a failli en cette matière. Et aujourd'hui, vous ne parvenez pas à répondre aux demandes de plus en plus nombreuses.

Monsieur le ministre, acceptez de faire un réel effort sur le recrutement et les conditions de travail.